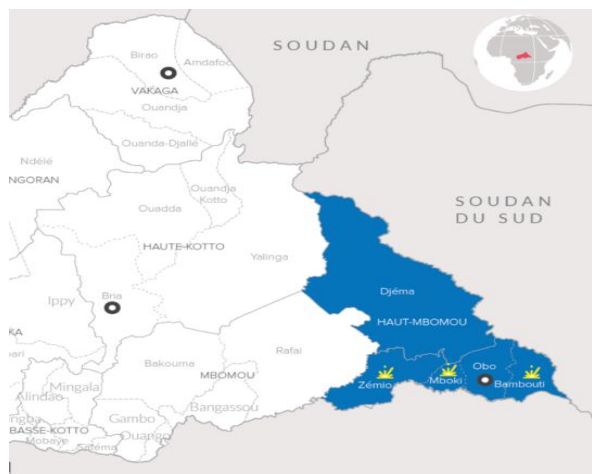


Situation de protection post élection

Mise à jour No 2 du 5/01/2026 – Haut Mbomou



Au 5 janvier 2026, la situation décrite précédemment n'a cessé de se dégrader. Le conflit s'est étendu depuis Bambouti à Obo, Mboki et Zémio où la situation a été beaucoup plus critique, impactant la vie et les conditions de vie de la population. La situation demeure tendue dans les zones concernées, et il est anticipé que des actions de représailles pourraient être menées par les deux parties au conflit, notamment l'AAKG et l'OSP. Ces dynamiques sont susceptibles d'entraîner de nouveaux mouvements de population, principalement des déplacements internes, voire dans certains cas des mouvements transfrontaliers. Cette dégradation de la situation a un impact sur les zones et les populations affectées. Les populations des villes de Obo, Bambouti et Zémio, pour celles qui sont sur place, restent

exposées à un risque élevé de restriction de la liberté de mouvement qui pourrait résulter soit des opérations de recherche et de ratissage menées par FACA/OSP, soit des actions de représailles ciblées de la part des éléments de AAKG. A cela s'ajoute le fait qu'une partie significative de la communauté Zandé semble afficher une certaine sympathie envers l'AAKG, en réaction aux violations graves qu'elles attribuent historiquement aux OSP, partenaires militaires des FACA. OSP. Cette dynamique sociocommunautaire continue d'influencer la stabilité locale et la protection des civils. Toutes ces contraintes affectent déjà l'accès des populations aux services essentiels et compliquent l'accès humanitaire. Les organisations humanitaires, malgré la situation sécuritaire, ont décidé de rester sur place pour répondre dès que possible aux besoins des populations affectées. Elles ont néanmoins réduit leur mobilité et leurs actions de suivi en attendant la déescalade de la situation.

Évolution récente de la situation

1. Bambouti : détérioration sécuritaire et déplacements transfrontaliers

Depuis le 28 décembre 2025, l'AAKG a lancé une attaque contre le poste des FACA ainsi que contre les installations de la sous-préfecture de Bambouti. Le 02 janvier 2026, à la suite des opérations militaires par les Forces de Défense et de Sécurité appuyées par les OSP, la majorité des habitants ont fui la ville et les villages et ont traversé la frontière avec le, au Soudan du Sud. Plus de 2 500 personnes originaires de Bambouti seraient actuellement arrivées à Source Yubu¹. Aussi, la situation sécuritaire dans les périphéries de Bambouti demeure confuse. Des informations des acteurs de protection indiquent que des éléments de l'AAKG auraient pillé et volé les biens et moyens des populations qui ont fui.

2. Obo : mouvements préventifs de population

L'arrivée récente des OSP à Obo aurait conduit certains habitants à entreprendre des déplacements préventifs vers la brousse, par crainte d'éventuelles violences ou opérations de sécurité. Les acteurs sur place n'ont encore pas transmis une estimation chiffrée concernant ces mouvements de population, et des vérifications sont en cours. La situation telle que rapportée demeure pour le moment stable et calme. Néanmoins, des rumeurs persistantes ont été rapportées par les structures communautaires évoquant la possibilité d'une attaque contre la ville. Bien que ce scénario paraisse peu probable à ce stade, il ne peut être totalement exclu, nécessitant un suivi attentif. Les FSI auraient conduit des opérations de perquisition à domicile visant à identifier des membres présumés de l'AAKG. Dix (10) jeunes hommes ont été arrêtés. Cette situation pourrait présenter un risque de représailles, notamment une tentative d'attaque de l'AAKG contre le lieu de détention. Les commerces et marchés qui étaient fermés, rouvrent timidement, ce qui affecte déjà l'accès aux biens essentiels.

3. Zémio : affrontements localisés et déplacements transfrontaliers

Des affrontements ont également été signalés à Zémio le 1^{er} janvier 2026, faisant suite à une attaque de l'AAKG visant la communauté présumée musulmane/Fulani. En réaction, les FACA/OSP sont intervenues, entraînant des échanges de tirs. Le monitoring de la situation dans cette zone se poursuit afin d'obtenir une lecture plus précise de l'ampleur des incidents et de ses impacts potentiels sur les populations civiles.

Depuis le 3 janvier 2026, les acteurs ont rapporté des **regroupements 1300 personnes [autochtones et peuhl]** dans les sites de l'ancienne Base de COOPI, le site Catholique et site de l'hôpital.

Du 1^{er} au 5 janvier, le bilan des attaques/incursions des AAKG dans la ville de Zemio fait état d'un civil (une femme) tué et un autre (homme) blessé

Aussi de nombreuses personnes ont fui la ville de Zemio et ont traversé en direction de Zappai en RDC.



Le bureau UNHCR Gbadolite [RDC] suite la situation de l'arrivée des personnes ayant fui la zone de Zemio pour trouver refuge à Zappai et nous informera des chiffres officiels provisoires et la tendance.

Capacités de réponse

Du fait des difficultés d'accès [physique et sécuritaire], les capacités de stockage et de réponses restent faibles dans la zone. Néanmoins les organisations humanitaires mettent en œuvre des réponses dans le cadre des allocations CERF et Fonds Humanitaires qui couvrent les villes de Obo, Zemio, Mboki et Rafai. Les réponses pour les villages dans les axes autour de ces villes ne sont pas encore opérationnelles. Des discussions sont initiées par les acteurs de protection pour rencontrer les autorités administratives de Obo pour la distribution de NFI dans la mesure de leurs stocks disponibles. A Zemio les acteurs ont suspendu les mouvements en attendant la déescalade de la situation. Les forces et les bases de la MINUSCA restent l'élément essentiel dans la sécurisation de la zone et dans la protection des civils.

Plaidoyer/recommandation

- **A l'EHP** à s'engager auprès des FACA/OSP et la MINUSCA, pour assurer une couverture de sécurité permettant aux humanitaires de réaliser une évaluation rapide des besoins là où les personnes déplacées internes se sont regroupées et de fournir immédiatement une assistance urgente aux populations déplacées sur les trois sites.
- **Au gouvernement et ses partenaires y compris la MINUSCA** Pour renforcer la dispositif sécurité dans la région
- **A la division des droits de l'homme de la MINUSCA et cluster protection** : L'évaluation continue des risques de protection, notamment liés aux arrestations à Obo et aux déplacements préventifs ;
- **UNHCR et ONG de protection** : Renforcer les activités du monitoring des frontières à Zemio et Bamouti afin de collecter les données qualitatives et quantitatives sur la situation de protection. A moyen terme, renforcer les activités de cohésion sociale afin d'améliorer la cohabitation pacifique communautaire.

¹ UNHCR Yambio – Sud Soudan